



► Termes de Référence :

Recrutement d'un bureau d'études pour la formulation du document de projet (PRODOC) du nouveau programme d'inclusion des catégories vulnérables (PICAV) en Tunisie (OIT / MAS)

1. Contexte & Justificatifs :

La Tunisie connaît aujourd'hui des défis socio-économiques liés aux effets néfastes du changement climatique et à de multiples crises telles que la crise du COVID 19 et la guerre russo-ukrainienne. Ce constat a été clairement établi par la récente « Analyse des conflits », réalisée fin 2022 par l'équipe pays des Nations Unies et coordonnée par l'équipe Paix et Développement. Cette dernière étude a identifié sept sources principales de conflits sociaux existant dans la plupart des gouvernorats du pays. Il s'agit (1) des conflits liés à l'activité des industries extractives, (2) des conflits liés à la gestion des déchets, (3) des conflits liés aux déficits d'emplois décents, (4) des conflits liés à l'accès aux ressources pour l'agriculture, (5) des conflits survenant du problème de l'accès aux services publics de base, (6) des conflits basés sur des inégalités et des discriminations réelles ou perçues, (7) des conflits liés à la paupérisation des zones périurbaines.

La promotion sociale est considérée comme l'une des composantes les plus importantes de la politique sociale en Tunisie afin de faire face à ces sources principales de conflits sociaux. La « Vision Tunisie 2035 » place la justice sociale comme la base de la cohésion sociale, chose qui a été considérée comme l'une des priorités stratégiques pour un nouveau modèle de développement du pays dans le cadre du plan 2023-2025.

Cette thématique vise, à travers ses programmes et mécanismes, à parvenir à un développement social équilibré et juste qui consolide les valeurs de solidarité entre les membres de la société et soutient le bien-être social, comme le stipule la Constitution du 25 juillet 2022, dans ses articles 17 et 46.

Dans ce contexte, le ministère des Affaires sociales œuvre à développer des approches d'intervention sociale en contribuant à la promotion des groupes pauvres et à faible revenu, des personnes handicapées et des groupes vulnérables ou menacés par l'itinérance et l'exclusion sociale.

Dans ce domaine, le Ministère assure également l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi des programmes visant à lutter contre la pauvreté, et la marginalisation, à assurer l'égalité des chances, à prévenir le handicap, ainsi qu'à promouvoir et protéger les personnes handicapées. Dans le domaine de la défense et de l'intégration sociale, le ministère contribue à l'effort national visant à éliminer les causes conduisant à la déviation et au manque d'adaptation et à surveiller, anticiper et prévenir les phénomènes sociaux émergents, dont les causes à la base de la migration irrégulière.

Il est à noter que la Tunisie a adopté une stratégie nationale pour l'inclusion sociale et la réduction de la pauvreté accompagnée de la création d'un Conseil principal pour le développement social, chargé de coordonner les programmes de développement afin de prévenir la pauvreté et d'intégrer la discrimination positive en faveur des familles et des personnes en situation de précarité. Un autre élément clé de cette réforme est l'établissement d'une base de données des personnes pauvres et des familles à faibles revenus, collectant et traitant les informations de manière scientifique, tout en respectant les normes internationales pour garantir leur crédibilité. Cette base de données repose sur des technologies avancées et croise ses informations avec la majorité des bases de données d'intérêt et des institutions d'État.

Également, la Tunisie a officiellement adhéré à la Coalition mondiale pour la justice sociale de l'Organisation internationale du Travail en février 2024. Cette initiative vise à renforcer les efforts collectifs pour combler les déficits en matière de justice sociale à travers le monde. Une adhésion qui permettra à la Tunisie d'amplifier l'impact des actions entreprises, facilitant ainsi l'accès à des conditions de travail décentes, à une éducation de qualité et à des opportunités d'emploi améliorées pour les travailleurs et leurs familles

Selon l'Organisation internationale du travail (OIT), la justice sociale est « fondée sur les valeurs de l'équité, de l'égalité, du respect de la diversité, de la démocratie et de la participation sociale ». Elle implique donc de combattre toutes les formes de discrimination, d'exclusion, de pauvreté et de précarité qui touchent des millions de personnes dans le monde. En plus, l'OIT cumule une expertise technique de plus de 12 années d'interventions directes dans les gouvernorats frontaliers dans la mise en œuvre d'intervention de développement local intégré dans plusieurs localités défavorisées. A travers ses projets AZD et IPDLI, financés par l'Union Européenne et la coopération Suisse, elle a développé un capital confiance, une agilité dans l'identification des complémentarités avec les programmes publics et surtout plusieurs histoires de réussites et des références physiques durables.

L'OIT grâce à ses programmes a réussi à instaurer une culture de travail en commun avec les différents acteurs locaux pour garantir un changement rapide et durable dans la vie des bénéficiaires.

Dans ce contexte le ministère des affaires sociales et l'Organisation Internationale du Travail ont entamé à partir de 2024 les réflexions autour d'un programme de coopération pour l'inclusion des catégories vulnérables. En outre, le programme PICAV qui sera mis en œuvre par l'OIT travaillera en étroite collaboration avec les autorités locales et régionales, les partenaires sociaux, les organisations de la société civile, les organisations non gouvernementales internationales et nationales, le monde universitaire, le secteur privé, la communauté internationale des donateurs et les institutions financières internationales. Le PICAV veillera à ce que le principe de « LNOB- ne laisser personne de côté » soit intégré dans l'ensemble de son approche de travail. Le projet donnera la priorité aux plus vulnérables et marginalisés, à travers sa programmation et ses activités. Cela inclura la promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes ainsi que de l'engagement et de l'autonomisation des jeunes. D'autres groupes à risque seront également prioritaires, notamment les enfants.

2.Objectifs de la mission

L'objectif global de la mission est l'élaboration d'un document de projet (PRODOC), descriptif de l'assistance technique avec des interventions à fournir par le l'Organisation internationale du travail dans le cadre de la mise en œuvre du programme d'inclusion des catégories vulnérables. Le document inclura notamment un descriptif de l'action, le cadre et montage institutionnel ainsi que le cadre logique et le budget de l'intervention.

L'élaboration du PRODOC du programme PICAV se basera sur la note conceptuelle dudit programme annexée aux présents TDRs et doit permettre l'atteinte des objectifs suivants :

- La définition d'un cadre stratégique et opérationnel clair pour un programme de coopération visant l'inclusion sociale des catégories vulnérables en Tunisie.
- Guider vers le développement d'un programme axé sur une approche inclusive et participative
- La mise en place d'un cadre de gouvernance et de coordination pour le PICAV
- Le développement d'un système de suivi et d'évaluation garant de la durabilité et de la réussite du programme.

3.Taches du prestataire :

La principale tâche du prestataire est d'élaborer le PRODOC du programme d'inclusion des catégories vulnérables sur la base de la note conceptuelle rédigée conjointement par le ministère des affaires sociales et l'OIT. Ce PRODOC doit intégrer les principaux commentaires et suggestions des principales parties prenantes à rencontrer: ministère des Affaires sociales, ministère de la femme de la famille et de l'enfance, ministère de l'agriculture, ministère de l'emploi et de la formation professionnelle, ministère de l'intérieur (Affaires locales) les spécialistes techniques de l'OIT, le ministère de l'économie et de la planification, le ministère de l'intérieur (Département des affaires locales), le ministère de la culture (ONAT), les structures et instituts de recherche travaillant sur les thématiques de développement et d'inclusion sociale (Exemple : CRES, IRA...), les services déconcentrés au niveau régionales partenaires techniques et financiers potentiels et les partenaires sociaux (UGTT/UTICA).

Au début de la mission, l'équipe d'experts se concertera sur la méthodologie à adopter et les éventuels éléments complémentaires à apporter par rapport aux tâches énumérées ci-dessous. Les objectifs spécifiques de l'assistance technique pourraient être définis selon 3 composantes :

- La consolidation du mécanisme d'inclusion économique et sociale des catégories vulnérables participatif et partenarial aux niveaux central et régional et renforcer son fonctionnement avec des outils de diagnostic, de planification, de formulation de la vision de développement et d'identification des projets prioritaires tout en assurant l'intégration et la coordination entre les différents acteurs.

- Mettre en œuvre des interventions pilotes, directes et rapides dans les localités prioritaires afin de renforcer la stabilité familiale, lutter contre l'exode, l'immigration illégale et l'abandon scolaire précoce, à travers l'amélioration des infrastructures de base économiques et collectives en installant des espaces collectifs sous forme de HUB d'autonomisation socio-économique. Les interventions viseront également l'amélioration de l'accessibilité aux services de proximité en adoptant l'approche des travaux à haute intensité de main d'œuvre de l'Organisation Internationale du Travail (HIMO).
- Renforcer l'autonomisation économique et sociale des ménages en créant des opportunités d'emploi décent, en augmentant les revenus à un meilleur niveau et en s'intégrant dans le système de protection sociale pour renforcer les éléments de résilience et d'adaptation aux changements sociaux et climatiques et permettre aux bénéficiaires de faire face à la précarité.
- Fournir un appui institutionnel en renforçant les capacités des acteurs aux niveaux local, régional et national, tout en documentant et valorisant les résultats du programme.

Pour y arriver, le bureau d'étude doit s'acquitter des tâches suivantes :

- Revue et analyse des PRODOC et des rapports d'évaluation des programmes AZD et IPDLI de l'OIT et de l'ensemble des rapports de capitalisation des 2 programmes.
- Passer en revue le programme par pays pour la promotion du travail décent de l'OIT pour la Tunisie, le Plan cadre de d'aide au développement de la Tunisie 2021-2025 des nations unies ainsi toute documentation sur les programmes et projets en cours ou clos pertinents, y compris les rapports techniques disponibles au niveau des projets/programmes existants
- Passer en revue, toute documentation utile mise à la disposition de l'équipe de consultants notamment le document du plan de développement 2023-2025, la loi organique n° 2019-10 du 30 janvier 2019, relative à la création du programme « AMEN SOCIAL », les publications du ministère des affaires sociales, du CRES, de l'INS de l'ITCEQ, du ministère de l'économie et de la planification analysant la situation de développement économique et social en Tunisie pendant les 10 dernières années. Les experts doivent également consulter les rapports et publications des ministères de l'agriculture, de la femme et de l'emploi se rapportant aux programmes et stratégies d'inclusion économique des femmes rurales et des jeunes.
- Etablir un premier inventaire et un diagnostic des territoires d'intervention proposés pour l'implémentation du programme PICAV (8 gouvernorats). Ce diagnostic se fera sur la base des documents existants, des entretiens avec les différentes parties prenantes au programme et d'une visite terrain facilitée par l'équipe OIT en Tunisie (Calendrier ci-dessous). Ce diagnostic doit permettre d'analyser :
 - La situation socio-économique des zones concernées, les potentialités de développement d'activités génératrices de revenus pour les populations locales (agriculture, artisanat...);
 - La situation d'emploi, et les principaux mécanismes mis en œuvre par le gouvernement ou les acteurs locaux dans ces zones pour apporter une réponse au déficit de développement.
 - Les réponses potentielles du projet en liens avec les opportunités de développement économique local des zones d'intervention ;
 - Les capacités de mobilisation des acteurs locaux et de la société civile, les initiatives existantes dans ce sens.
 - Les pistes de complémentarité et les opportunités de mobilisation des ressources auprès des programmes publics et sectoriels.
 - Le relevé des stratégies, initiatives ou projets existants, leurs impacts, leurs pertinences vis-à-vis des attentes et des problématiques sociales ;
- Relevé du potentiel en termes de valorisation des ressources et du savoir-faire local dans la mise en œuvre d'infrastructures de base.
- Proposer la liste des communes / délégations ciblées par les interventions du programme PICAV sur base du diagnostic, de la faisabilité sociétale concrète des actions envisagées et sur la base d'autres considérations, telles que la dynamique institutionnelle et la

disponibilité des données tout en considérant l'aspect pilote des actions et que les choix devront se faire selon les contextes les plus favorables ;

- Evaluer la capacité des structures et/ou autorités locales à appuyer la mise en œuvre de projets intégrés et assurer un accompagnement du secteur privé (PME, groupements);
- Analyser les capacités et identifier les besoins en formation des divers partenaires concernés par le projet dans les domaines concernant l'appui du BIT ;
- Etablir un Diagnostic des structures de formations professionnelles existantes dans les régions concernées et vérifier la faisabilité de leur implication dans les actions du projet ;
- Examiner la situation des structures déconcentrées concernées par l'appui du projet et établir un premier bilan de leurs besoins logistiques ;
- Identifier les contraintes et proposer les possibilités de renforcer l'impact emploi dans les principales phases de mise en œuvre du cycle du projet ;
- Proposer un jeu d'indicateurs pour suivre et rendre compte des emplois créés par les projets qui seront mis en œuvre ;
- Examiner les cadres institutionnels à mettre en place en vue de consolider ces types de collaboration ;
- Examiner les directives prévues dans le manuel de procédures, les procédures contractuelles en cours et proposer si nécessaires les ajustements pour une exécution efficace des programmes proposés ;
- Examiner comment l'approche HIMO et /ou les acteurs formés à la valorisation des ressources locales pourraient être intégrés dans le programme

Sur la base des éléments techniques recueillis l'équipe d'experts est tenue :

- Rédiger un projet de document (PRODOC) tout en développant la théorie de changement et en intégrant les outils de diagnostic et d'analyse de la faisabilité du programme PICAV.
- Proposer un calendrier de mise en œuvre du programme PICAV sur 5 ans dans les 8 gouvernorats frontaliers.

NB : L'équipe d'experts est tenue de formuler le PRODOC du PICAV en prenant en considération une première phase de modélisation qui permettra de tester, d'expérimenter et affiner les approches du programme avant leur extension aux autres gouvernorats. La phase de modélisation s'étalera sur une période de 12-18 mois ciblant 1 seul gouvernorat à savoir le gouvernorat de Kébili et ce pour un budget 500.000 euros.

Il s'agit de développer principalement les axes suivants :

- Modalités de mise en œuvre et de gestion du programme PICAV
- Mesures de gestion des risques financiers du programme.
- Mesures de gestion des risques environnementaux et sociaux.
- Dispositions en matière de suivi et d'évaluation et plan de suivi et évaluation budgétaire.
- Cadre de résultats du projet incluant les jalons, les cibles et les indicateurs.
- Budget détaillé **avec une phase de modélisation (Budget : 500.000 euros)**
- Calendrier des décaissements (5 ans durée du projet) pour un budget global de 20 millions d'euros.

4. Livrables :

Le principal livrable attendu de la consultation est le PRODOC conforme au format ILO (Template). Ce PRODOC doit inclure les parties suivantes : i) évaluation des besoins ; ii) la stratégie ; iii) les résultats et partenariats ; iv) gestion du projet ; v) cadre des ressources et des résultats / Cadre logique ; vi) suivi et évaluation ; vii) plans de travail multi annuels ; viii) arrangements de gestion et de coordination ; ix) Contexte légal et matrice des risques et x) annexes.

NB : Pour plus de détails, voir le format PRODOC du programme IPDLI

Ainsi le prestataire est tenu de fournir :

- 1) Une note de cadrage méthodologique revue après la signature contrat (reflétant la compréhension et l'interprétation des termes de référence, la méthodologie, le plan de travail et le calendrier pour la réalisation du travail / chronogramme de mission).
- 2) Version préliminaire du PRODOC ;
- 3) Le PRODOC final 7 jours après réception des commentaires.

5. Critères de sélection et grille de notation :

Le bureau d'étude en charge de la mission de formulation du PRODOC du programme PICAV est tenu de mettre à la disposition de l'OIT une équipe d'experts justifiant les compétences suivantes :

Profil	Qualifications et grille de notation technique (100 points)
Bureau d'étude (20 points)	- Années d'exercice (minimum 05) ans - Références similaires achevées avec justificatifs en « analyse, la Conception/formulation, la gestion ou l'évaluation de projets de développement » (minimum 02) références)
Economiste / Expert en inclusion sociale et économique des populations vulnérables (40 points)	Compétences : Analyse des politiques sociales, inclusion des personnes en situation de vulnérabilité (handicap, femmes, Personnes âgées, jeunes, populations rurales, etc.), autonomisation économique et protection sociale. (15 points) Expérience : Minimum 10 ans dans la mise en œuvre de programmes de développement économique et sociale ainsi que d'inclusion sociale et économiques et protection des groupes vulnérables, idéalement en Tunisie ou dans la région MENA / continent africain. (15 points) Formation : Master ou doctorat en sciences sociales, sciences économiques, économie du développement, sociologie, ou toute disciplines connexes. (10 points)
Ingénieur Génie rurale / Expert en Développement Rural (40 points)	Compétences : Expertise en agriculture durable, agroécologie, pratiques agricoles adaptées aux zones rurales avec une connaissance des chaînes de valeur agricoles et des opportunités d'insertion économique des femmes et des jeunes. (15 points) Expérience : Minimum 10 ans dans la formation et accompagnement technique des agricultrices (bonnes pratiques agricoles, gestion de l'eau, adaptation au changement climatique, etc.) et dans l'accompagnement des coopératives agricoles, entrepreneuriat rural, agro-transformation. (15 points) Formation : Diplôme d'ingénieur génie rurale ou Master en agriculture, développement rural, économie agricole ou disciplines connexes (10 points)
Les 2 experts doivent prouver	<ul style="list-style-type: none"> • Une large expérience dans la conception et la formulation de PRODOC de projets de coopération • Excellentes aptitudes en communication, capacité à exprimer des idées de manière claire, concise et efficace, tant oralement que par écrit ; • Maîtrise du français, la connaissance de l'anglais serait un atout. • Connaissance approfondie des projets de coopération internationale, de l'OIT et du système des Nations Unies, des institutions gouvernementales, des organisations de la société civiles. • Capacité de travailler avec une supervision minimale ; • Une orientation vers les résultats avec d'excellentes compétences interpersonnelles,

6. Déroulement de la mission

Dates	Activité
14 Avril 2025	Réunion de démarrage avec l'équipe du bureau de l'OIT à Tunis (Programme IPDLI) Collecte de la documentation pour lecture et analyse
21 Avril 2025	Présentation de la note méthodologique et du chronogramme
22 Avril 2025	<ul style="list-style-type: none"> - Rencontre avec le spécialiste EIIP de l'OIT à Genève - Rencontre avec la spécialiste Entreprise - Bureau du Caire - Rencontre avec le spécialiste ACT/EMP - Bureau du Caire - Rencontre avec la spécialiste ACTRAV – Bureau du Caire - Rencontre avec la spécialiste Skills and Employability – Bureau du Caire
Du 23 au 26 Avril 2025	<ul style="list-style-type: none"> • Réunion avec les départements techniques du ministère des affaires sociales : <ul style="list-style-type: none"> - Le comité général de promotion sociale - DG de la coopération internationale • Réunion avec les départements techniques du ministère de l'économie et de la planification : <ul style="list-style-type: none"> - Comité général du développement sectoriel et régional - Direction Générale de coordination et suivi d'exécution des projets publics et programmes régionaux - Direction générale de coopération multilatérale - Direction générale de coopération Bilatérale - Direction générale de coopération avec l'UE - Commissariat Général au Développement Régional (CGDR) • Réunion avec les départements techniques du ministère de l'agriculture : <ul style="list-style-type: none"> - Bureau d'Appui à la Femme Rurale (BAFR) - Direction générale du financement des investissements et des organismes professionnels (DGFIOP) - L'Institut National de Recherches en Génie Rural, Eaux et Forêts - L'Agence de la Vulgarisation et de la Formation Agricoles • Réunion avec le département des affaires locales au ministère de l'intérieur : <ul style="list-style-type: none"> - Instance de prospection et d'appui au processus décentralisé (IPAPD) • Réunion avec les départements techniques du ministère de la femme, de la famille et de l'enfance (Direction générale des affaires de la femme) • Réunion avec l'ANETI et l'ATFP • Réunion avec l'Office Nationale de l'Artisanat (ONAT)
Du 27 avril au 2 Mai 2025	<ul style="list-style-type: none"> - Rencontre avec la directrice de la coopération espagnole - Rencontre avec le directeur de la coopération suisse - Rencontre avec le chef de pole protection sociale à l'UE - Rencontre avec la coopération canadienne - Rencontre avec la chargée principale des programme emploi à l'ambassade des pays bas - Rencontre avec la coopération italienne - Rencontre avec l'AFD - Rencontre avec les chargées programmes du SNU (BM, UNICEF, PAM, UNWomen..) -

Du 5 au 15 mai 2025	Visite des 8 gouvernorats d'intervention du programme PICAV : Jendouba, Kef, Kasserine, Gafsa, Tozeur, Kébili, Tataouine, Médenine Volet 1 : Visite des interventions IPDLI et AZD dans ces gouvernorats pour l'identification et l'analyse des approches et de la logique d'intervention Volet 2 : Organisation de rencontres facilitées par l'OIT avec : <ul style="list-style-type: none"> - Gouverneurs et services déconcentrés (DRD, DRAS, Agriculture, Equipement, Femmes, Education, PDI, culture, tourisme...) - Directeurs des offices de développement (ODNO, ODCO, ODS, ODESYPANO) - Représentants des conseils locaux, régionaux et districts - Secrétaires régionaux UGTT / Représentants UTICA - Structures de recherche : IRA, INGC... - Secrétaires généraux des communes - Bénéficiaires des programmes de l'OIT dans ces gouvernorats (AZD/IPDLI) - Experts et consultants de l'OIT dans les régions
22 mai 2025	Version provisoire du PRODOC
5 juin 2025	Version finale du PRODOC

7. Dossier de candidature

Les bureaux d'études intéressés par la présente consultation sont tenus de fournir les pièces suivantes :

- Dossier administratif : Une copie de la patente + une copie du RNE du bureau d'études
- Un dossier technique comprenant :
 - La présentation et les références du bureau d'études
 - Les dossiers des membres de l'équipe de travail (CVs, Copies des diplômes, justification d'expérience et de références)
- Un dossier financier : Une offre financière détaillée en HTVA

8. Méthode de dépouillement

Les critères d'évaluation des offres conformes aux exigences minimales du présent cahier des charges portent essentiellement sur :

- Les références et l'expérience du prestataire,
- La consistance de l'équipe proposée
- Les entretiens directs avec les prestataires
- L'offre financière

L'évaluation des offres se fait en 2 étapes :

- Etape 1 : Evaluation des offres techniques
- Etape 2 : Evaluation des offres financières

Dans le système de notation, les poids relatifs aux offres techniques et financières se présentent comme suit :

- Poids de l'offre technique (PT) : 70%
- Poids de l'offre financière (PF) : 30%

La note globale (NG) d'une offre est obtenue par pondération de la note technique (NT) par le poids technique (PT) et de la note financière (NF) par le poids financier (PF) selon la formule suivante :

Note globale (NG) = (NT x PT) + (NF x PF) = (NT * 70%) + (NF * 30%)

L'évaluation tiendra en compte les propositions techniques et financières pour sélectionner le prestataire le mieux disant (Meilleur rapport qualité-prix), ainsi **l'offre ayant obtenue la note globale (NG) la plus élevée sera la « mieux-disante » et sera l'offre retenue.**

Evaluation de l'offre technique :

La note technique (NT) sera attribuée selon la grille d'évaluation technique ci-après. **Toutes les offres ayant obtenu une note technique (NT) inférieure à 70 points (sur un total de 100 points) seront éliminées.**

Evaluation de l'offre financière :

L'évaluation des offres financières s'effectuera au terme de l'analyse des offres techniques, et uniquement pour les offres dont les soumissions n'ont pas été éliminées et qui ont obtenu une note technique supérieure ou égale à 70 points sur 100 points.

L'offre financière ayant le montant le moins élevée reçoit une note financière (NF) de 100 points.

Pour le calcul des autres notes financières, la formule suivante est utilisée :

Note financière (NF) = 100 x (Montant de l'offre financière la moins élevée / Montant de l'offre financière considérée)

9. Lieu et durée de la mission

La mission se déroulera à Tunis, avec des visites de terrain dans les zones cibles sont à prévoir.

La mission s'étalera sur une période de (02) mois entre le 14/04/2025 et 14/06/2024 pour un volume de travail estimé à 50 H/J.

10. Suivi de l'exécution

Pour veiller à la bonne exécution des prestations objet de la présente mission, un comité de suivi, composé du point focal de l'OIT en Tunisie, CTP du programme IPDLI, le coordinateur principal du programme IPDLI et le CN du Projet chargés de l'appui institutionnel ainsi que des départements techniques du ministère des affaires sociales veillera à :

- Suivre l'avancement de l'exécution des travaux ;
- Faciliter les contacts et les prise de rendez-vous
- Se prononcer sur toutes les propositions ;
- Prendre les dispositions nécessaires pour remédier aux écarts qui pourront être constatés ;
- Emettre les recommandations éventuelles qui assurent la bonne fin des prestations ;
- Procéder à l'évaluation de chacune des étapes du projet ;
- Valider l'ensemble des livrables fournis par le titulaire du marché.

11. Modalités de paiement

La facturation sera en monnaie locale (TND) et en Hors Taxes

Les paiements seront effectués en deux tranches comme suit :

Paiement 1 : 30% du montant global de la prestation à la réception du livrable 1 (Note de cadrage méthodologique et chronogramme de mission) et à la satisfaction de l'OIT au plus tard le 21 avril 2025.

Paiement 2 : 70% du montant global de la prestation à la réception du livrable 2 (PRODOC en version finale validée) et à la satisfaction de l'OIT au plus tard le 14 juin 2025.

12. Modalités de soumission :

Les dossiers de candidature à la présente consultation, comportant les pièces mentionnées ci-dessus signée par un représentant légal et portant le cachet officiel de votre entreprise, doivent être transmis à l'OIT par email à l'adresse suivante : tunisprocurement@ilo.org avant le 8 avril 2025 à 16h00 (Heure de Tunis) en mentionnant dans l'objet « **Formulation du PRODOC pour le nouveau programme d'inclusion des catégories vulnérables (PICAV) – OIT / MAS** »